EMPIRE^o CHÉRIFIEN
 Protectorat de la République Française
 AU MAROC

Bulletin Officiel

ABONNEMENTS

		ÉDITION PARTIELLE	ÉDITION COMPLÈTE
Zone française et Tanger	Un an..	60 fr.	90 fr.
	6 mois..	35 "	50 "
	3 mois..	25 "	30 "
France et Colonies	Un an..	75 "	120 "
	6 mois..	45 "	70 "
	3 mois..	30 "	40 "
Étranger	Un an..	120 "	180 "
	6 mois..	70 "	100 "
	3 mois..	40 "	60 "

Changement d'adresse : 2 francs

LE « BULLETIN OFFICIEL » PARAÎT LE VENDREDI

L'édition complète comprend :

- 1° Une première partie ou édition partielle : dahirs, arrêtés, ordres, décisions, circulaires, avis, informations, statistiques, etc...
- 2° Une deuxième partie : publicité réglementaire, légale et judiciaire (immatriculation des immeubles, délimitation des terres domaniales et collectives, avis d'adjudication, d'enquête, etc...)

Seule l'édition partielle est vendue séparément

On peut s'abonner à l'Imprimerie Officielle à Rabat, à l'Office du Protectorat à Paris et dans les bureaux de poste de l'Office chérifien des P. T. T. Les règlements peuvent s'effectuer au compte courant de chèques postaux de M. le Trésorier général du Protectorat, n° 100-00, à Rabat.

PRIX DU NUMÉRO :

Édition partielle.....	1 fr. 50
Édition complète.....	2 fr. 50

PRIX DES ANNONCES :

Annonces légales, réglementaires et judiciaires	} La ligne de 27 lettres 3 francs

(Arrêté résidentiel du 28 juin 1930)

Pour la publicité-réclame, s'adresser à l'Agence Havas, Avenue Dar el Makhzen, 3, Rabat.

Les annonces judiciaires et légales prescrites pour la publicité et la validité des actes, des procédures et des contrats pour toute la zone du Protectorat Français de l'Empire Chérifien doivent être obligatoirement insérées au "Bulletin Officiel" du Protectorat.

Le présent numéro hors série ne comporte pas de deuxième partie.

SOMMAIRE

Pages

PARTIE OFFICIELLE

LEGISLATION ET RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE

Rapport du Commissaire résident général de la République française au Maroc, commandant en chef, à Sa Majesté le Sultan, sur la fixation du budget général de l'Etat pour l'exercice 1939	121
Dahir au 28 janvier 1939 (7 hïja 1357) portant approbation du budget général de l'Etat et des budgets annexes pour l'exercice 1939	122
Dahir du 17 janvier 1939 (26 kaada 1357) instituant une taxe de sortie sur les alfas exportés provenant des récoltes antérieures au 1 ^{er} juillet 1938.....	127
Arrêté viziriel du 16 janvier 1939 (25 kaada 1357) modifiant l'arrêté viziriel du 4 décembre 1934 (26 chaabane 1353) sur la police de la circulation et du roulage.....	127
Arrêté viziriel du 17 janvier 1939 (26 kaada 1357) autorisant l'Office chérifien des logements militaires à contracter auprès du Crédit Foncier de France un emprunt amortissable d'onze millions de francs	128

PARTIE OFFICIELLE

LÉGISLATION ET RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE

RAPPORT

du Commissaire résident général de la République française au Maroc, commandant en chef,
 à Sa Majesté le Sultan,
 sur la fixation du budget général de l'Etat pour l'exercice 1939.

SIRE,

J'ai l'honneur de présenter à Votre Majesté le budget général de l'Etat et les budgets annexes pour l'exercice 1939.

Les dépenses du budget ordinaire s'élèvent à 1 milliard 184.958.430 francs, soit 116 millions de plus qu'en 1938.

Si l'on tient compte toutefois de ce qu'en cours d'année la hausse générale des prix a imposé l'ouverture de 34 millions de francs de crédits supplémentaires, l'augmentation des dépenses par rapport à l'exercice précédent n'est en réalité que de 82 millions.

Elle s'explique en partie par les dotations complémentaires qu'il a été nécessaire de prévoir en vue d'adapter aussi exactement que possible les crédits de matériel aux prix constatés à la fin de l'année 1938.

D'autre part, il a été nécessaire de relever le montant des crédits de personnel pour tenir compte des dispositions récemment adoptées par la métropole en faveur des agents de l'Etat.

Enfin, pour remédier à l'épuisement des fonds d'emprunt sur lesquels sont normalement imputées les dépenses d'investissement, des crédits importants ont été inscrits cette année au budget ordinaire de manière à assurer avec continuité l'équipement économique et social du pays.

Ce programme d'investissement a pu présenter une certaine ampleur grâce, notamment, à la conversion d'un emprunt des chemins de fer payable en monnaie étrangère, opération qui, ayant été effectuée dans des conditions particulièrement favorables, a permis d'alléger d'une façon substantielle les charges de la dette publique.

La réalisation de l'équilibre budgétaire a été facilitée, par ailleurs, par les plus-values qui peuvent être légitimement escomptées dans le rendement de certains impôts. En particulier, le produit des droits de douane, en raison des influences monétaires, accusera une notable augmentation et, d'autre part, l'amélioration de la situation agricole est de nature à exercer une action favorable sur le recouvrement du tertib.

Enfin, il a été possible de prévoir une sérieuse augmentation des produits des monopoles et exploitations : en particulier l'application des nouveaux tarifs postaux fixés par l'arrêté viziriel du 24 novembre 1938 apportera à l'Office postal un notable supplément de recettes.

Cet accroissement des ressources a permis de renoncer en grande partie au concours apporté par la métropole les années précédentes à l'équilibre du budget marocain.

Sans doute, la contribution militaire due par le Maroc en vertu de la loi du 27 avril 1932 est-elle toujours mise en surséance, mais le versement de 36 millions représentant l'avance consentie par la France au titre du service des emprunts émis pour la construction des chemins de fer ne figure plus parmi les recettes.

Telles sont les principales caractéristiques du budget de l'exercice 1939.

Je sollicite de Votre Majesté qu'Elle daigne apposer son sceau sur le dahir que je Lui soumetts.

Rabat, le 28 janvier 1939.

NOGUES.

DAHIR DU 28 JANVIER 1939 (7 hija 1357)
portant approbation du budget général de l'Etat
et des budgets annexes pour l'exercice 1939.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Le budget général de l'Etat et les budgets annexes sont fixés en recettes et en dépenses, pour l'exercice 1939, conformément aux tableaux annexés au présent dahir.

ART. 2. — Nous ordonnons, en conséquence, à Nos serviteurs intègres, les ministres, gouverneurs et caïds, de prendre les mesures prescrites pour l'exécution de ces budgets.

ART. 3. — Nous ouvrons aux chefs de service du Protectorat les crédits nécessaires à cette exécution.

Fait à Rabat, le 7 hija 1357,
(28 janvier 1939).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 28 janvier 1939.

Le Commissaire résident général,
NOGUES.

* * *

BUDGET GÉNÉRAL DU PROTECTORAT
pour l'exercice 1939.

Équilibre

	1 ^{re} PARTIE	2 ^e PARTIE	3 ^e PARTIE
	Budget ordinaire	Emprunts	Recettes et dépenses avec affectation spéciale
Recettes	1.185.054.070	"	"
Dépenses	1.184.958.430	"	"
Excédent des recettes sur les dépenses	95.640	"	"

RÉSUMÉ DES RECETTES

PREMIÈRE PARTIE

Recettes ordinaires

CHAPITRE 1 ^{er} . — Impôts directs et taxes assimilées	221.074.000
— 2. — Droits de douane	218.000.000
— 3. — Impôts indirects	310.280.000
— 4. — Droits d'enregistrement et de timbre	60.050.000
— 5. — Produits et revenus du domaine	23.850.000
— 6. — Produits des monopoles et exploitations	145.272.000
— 7. — Produits divers	62.547.300
— 8. — Recettes d'ordre	143.980.770
— 9. — Recettes exceptionnelles ..	"
TOTAL des recettes de la première partie.	1.185.054.070

DEUXIÈME PARTIE

*Recettes sur fonds d'emprunt*Première section. — *Emprunt 1914-1918.*

Prélèvement sur le compte « Réalisation des fonds de l'emprunt 1914-1918 » .. mémoire

Deuxième section. — *Emprunt 1920.*

Prélèvement sur le compte « Réalisation des fonds de l'emprunt 1920 » mémoire

Troisième section. — *Emprunt 1928.*

Prélèvement sur le compte « Réalisation de l'emprunt 1928 » mémoire

Quatrième section. — *Emprunt 1932-1938.*

Prélèvement sur le compte « Réalisation des fonds de l'emprunt 1932-1938 » .. mémoire

Cinquième section. — *Emprunt contracté auprès de la caisse des dépôts et consignations* mémoire

Sixième section. — *Emprunt 1933 (chemins de fer)*

Prélèvement sur le compte « Réalisation des fonds de l'emprunt 1933 (chemins de fer) » mémoire

Septième section. — *Emprunt 1934 (chemins de fer)*

Prélèvement sur le compte « Réalisation des fonds de l'emprunt 1934 (chemins de fer) » mémoire

Huitième section. — *Emprunt 1937 (chemins de fer)*

Prélèvement sur le compte « Réalisation des fonds de l'emprunt 1937 (chemins de fer) » mémoire

TOTAL des recettes de la deuxième partie. mémoire

TROISIÈME PARTIE

Recettes avec affectation spéciale autres que les fonds d'emprunt.

Première section. — *Prélèvement sur le fonds de réserve pour travaux et dépenses d'intérêt général* »

Contribution de la métropole pour travaux destinés à lutter contre le chômage »

Prélèvement sur l'avance remboursable consentie par la métropole pour venir en aide aux populations nécessiteuses du Sud »

Deuxième section. — *Recettes diverses.* »

TOTAL des recettes de la troisième partie. »

RÉCAPITULATION

Recettes de la première partie.... 1.185.054.070
Recettes de la deuxième partie.... »
Recettes de la troisième partie.... »

RÉSUMÉ DES DÉPENSES

PREMIÈRE PARTIE

*Dépenses sur ressources ordinaires*Première section. — *Dettes publique et liste civile.*

1. Dette publique 331.493.330
2. Liste civile 10.730.570
3. Garde noire de S. M. le Sultan (personnel) 3.093.760
4. Garde noire de S. M. le Sultan (matériel et dépenses diverses) 1.423.730

TOTAL de la première section.... 346.741.390

Deuxième section. — *Résidence générale.*

5. Résidence générale (personnel) 674.990
6. Résidence générale (matériel) 955.500
7. Cabinet diplomatique et postes consulaires en dehors de la zone française du Maroc (personnel) 1.495.880
8. Cabinet diplomatique et postes consulaires en dehors de la zone française du Maroc (matériel et dépenses diverses) 282.050
9. Cabinet civil (personnel) 1.322.520
10. Cabinet civil (matériel et dépenses diverses) 333.900
11. Cabinet militaire (personnel) 329.470
12. Cabinet militaire (matériel et dépenses diverses) 229.700
13. Fonds de souveraineté, Fonds spéciaux, Subventions à des œuvres diverses, Missions 4.266.500
14. Conseil du Gouvernement 477.000

TOTAL de la deuxième section.... 10.367.510

Troisième section. — *Secrétariat général du Protectorat.*

15. Délégué à la Résidence générale, Secrétariat général du Protectorat, Services administratifs (personnel) 1.399.770
16. Délégué à la Résidence générale, Secrétariat général du Protectorat, Services administratifs (matériel et dépenses diverses) 1.564.400
17. Service du personnel et des études législatives (personnel) 960.820
18. Service du personnel et des études législatives (matériel et dépenses diverses) 199.700
19. Travail et questions sociales (personnel) 1.740.210
20. Travail et questions sociales (matériel et dépenses diverses) 6.200.300

21. Office du Protectorat à Paris (personnel)	460.980
22. Office du Protectorat à Paris (matériel et dépenses diverses)	193.700
23. Frais de recrutement, de rapatriement et de congés des fonctionnaires du Protectorat	10.700.000
24. Frais de passage spéciaux	600.000
25. Transport	13.354.740

TOTAL de la troisième section.... 37.374.620

Quatrième section. — *Affaires politiques.*

26. Affaires politiques (Affaires indigènes et contrôles civils) (personnel)	34.233.020
27. Affaires politiques (Affaires indigènes et contrôles civils) (matériel et dépenses diverses des bureaux administratifs)	13.003.120
28. Affaires politiques (matériel des régions)	14.388.340
29. Affaires politiques (matériel et dépenses diverses des centres non constitués en municipalités)	7.438.240
30. Ecole des élèves officiers marocains de Meknès (personnel)	724.630
31. Ecole des élèves officiers marocains de Meknès (matériel et dépenses diverses)	321.830
32. Makhzen et troupes auxiliaires indigènes (personnel)	21.995.590
33. Makhzen et troupes auxiliaires indigènes (matériel et dépenses diverses)	2.137.370
34. Administration municipale (personnel)	2.066.660
35. Administration municipale (matériel et dépenses diverses)	2.335.400
36. Services de sécurité (personnel)	39.778.010
37. Services de sécurité (matériel et dépenses diverses)	10.554.030
38. Gendarmerie (personnel)	13.165.510
39. Gendarmerie (matériel et dépenses diverses)	2.957.030

TOTAL de la quatrième section 165.098.780

Cinquième section. — *Affaires chérifiennes.*

40. Affaires chérifiennes (personnel central)	6.323.630
41. Affaires chérifiennes (matériel central et dépenses diverses)	176.300
42. Makhzen chérifien et justice chérifienne (personnel)	11.503.940
43. Makhzen chérifien et justice chérifienne (matériel et dépenses diverses)	3.210.810
44. Administration chérifienne dans la zone de Tanger (personnel)	1.459.300
45. Administration chérifienne dans la zone de Tanger (matériel et dépenses diverses)	618.340

TOTAL de la cinquième section .. 23.292.320

Sixième section. — *Justice française.*

46. Justice française (personnel)	17.794.340
47. Justice française (matériel et dépenses diverses)	1.168.790

TOTAL de la sixième section 18.963.130

Septième section. — *Services financiers.*

48. Finances (personnel)	33.214.530
49. Finances (matériel et dépenses diverses)	8.670.610
50. Finances (dépenses spéciales)	36.384.150
51. Douanes et régies (personnel)	24.301.860
52. Douanes et régies (matériel et dépenses diverses)	2.121.580
53. Trésorerie générale (personnel)	4.659.960
54. Trésorerie générale (matériel et dépenses diverses)	264.720

TOTAL de la septième section 109.617.410

Huitième section. — *Travaux publics.*

55. Travaux publics (personnel)	21.793.980
56. Travaux publics (matériel et dépenses diverses)	6.020.690
57. Ponts et chaussées (travaux)	81.941.000

TOTAL de la huitième section 109.755.670

Neuvième section. — *Affaires économiques.*

58. Affaires économiques (personnel)	14.152.560
59. Affaires économiques (matériel et dépenses diverses)	22.687.250
60. Affaires économiques (eaux et forêts, conservation de la propriété foncière et service topographique) (personnel)	33.530.290
61. Affaires économiques (eaux et forêts, conservation de la propriété foncière et service topographique) (matériel et dépenses diverses)	8.393.430

TOTAL de la neuvième section 78.763.530

Dixième section. — *Postes, télégraphes, téléphones.*

62. Office des postes, des télégraphes et des téléphones (personnel)	53.784.170
63. Office des postes, des télégraphes et des téléphones (matériel et dépenses diverses)	28.988.750

TOTAL de la dixième section 82.772.920

Onzième section. — *Instruction publique, beaux-arts et antiquités.*

64. Instruction publique (personnel central)	12.143.230
65. Instruction publique (matériel central et dépenses diverses)	760.200
66. Services d'enseignement (personnel) ..	72.580.570

67. Services d'enseignement (matériel et dépenses diverses)	11.265.050
68. Services rattachés (personnel)	2.162.620
69. Services rattachés (matériel et dépenses diverses)	1.292.040

TOTAL de la onzième section 100.203.710

Douzième section. — Santé et hygiène publiques.

70. Santé et hygiène publiques (personnel).	17.725.640
71. Santé et hygiène publiques (matériel et dépenses diverses)	31.623.200

TOTAL de la douzième section 49.348.840

Treizième section

72. Dépenses imprévues	3.500.000
Dotation provisionnelle pour attribution de l'indemnité spéciale temporaire et pour l'aménagement de la rémunération du personnel titulaire et auxiliaire	55.000.000
73. Dépenses d'exercices clos	»
74. Dépenses d'exercices périmés	»

TOTAL de la treizième section 58.500.000

RECAPITULATION

Première section. — Dette publique et liste civile	346.741.390
Deuxième section. — Résidence générale ..	10.367.510
Troisième section. — Secrétariat général du Protectorat	37.374.620
Quatrième section. — Affaires politiques ..	165.098.780
Cinquième section. — Affaires chérifiennes.	23.292.320
Sixième section. — Justice française	18.963.130
Septième section. — Services financiers ..	109.617.410
Huitième section. — Travaux publics	109.755.670
Neuvième section. — Affaires économiques.	78.763.530
Dixième section. — Postes, télégraphes, téléphones	82.772.920
Onzième section. — Instruction publique, beaux-arts et antiquités	100.203.710
Douzième section. — Santé et hygiène publiques	49.348.840
Treizième section. — Dépenses diverses ..	58.500.000

TOTAL 1.190.799.830

A déduire :

Vacances d'emplois	5.841.400
--------------------------	-----------

TOTAL des dépenses de la première partie. 1.184.958.430

DEUXIEME PARTIE

Dépenses sur fonds d'emprunt

Première section. — Emprunt 1914-1918 ..	mémoire
Deuxième section. — Emprunt 1920	mémoire
Troisième section. — Emprunt 1928	mémoire
Quatrième section. — Emprunt 1932-1938.	mémoire

Cinquième section. — Emprunt contracté auprès de la Caisse des dépôts et consignations	mémoire
Sixième section. — Emprunt 1933 (chemins de fer)	mémoire
Septième section. — Emprunt 1934 (chemins de fer)	mémoire
Huitième section. — Emprunt 1937 (chemins de fer)	mémoire

TOTAL des dépenses de la deuxième partie. »

TROISIEME PARTIE

Dépenses sur recettes avec affectation spéciale autres que les fonds d'emprunt.

Première section. — Dépenses imputables sur la contribution de la métropole pour travaux destinés à lutter contre le chômage, sur l'avance remboursable destinée à venir en aide aux populations miséreuses du Sud et sur les recettes provenant de prélèvements effectués sur le fonds de réserve	mémoire
Deuxième section. — Dépenses diverses ..	mémoire

TOTAL des dépenses de la troisième partie. »

* * *

BUDGET ANNEXE DE L'ACONAGE DES PORTS DU SUD pour l'exercice 1939.

Équilibre

Recettes	3.458.000
Dépenses	3.446.070

Excédent des recettes sur les dépenses 11.930

RECETTES

CHAPITRE 1 ^{er} . — Port de Mazagan	1.043.000
CHAPITRE 2. — Port de Mogador	1.084.000
CHAPITRE 3. — Port d'Agadir	1.331.000
CHAPITRE 4. — Recettes diverses et accidentelles	mémoire
CHAPITRE 5. — Reversement sur les dépenses budgétaires ...	»
CHAPITRE 6. — Subvention pour déficit d'exploitation	»
CHAPITRE 7. — Prélèvement sur le budget antérieur ou sur le fonds de réserve pour le paiement des dépenses sur exercices clos	»
CHAPITRE 8. — Prélèvement sur le fonds de réserve pour le paiement des dépenses sur exercices périmés	»

CHAPITRE 9. — Report des crédits disponibles à l'exercice précédent relatifs à l'exécution de travaux neufs et à l'achat de matériel de premier établissement	»
TOTAL des recettes....	3.458.000
DÉPENSES	
CHAPITRE 1 ^{er} . — Personnel	1.923.120
CHAPITRE 2. — Matériel et dépenses diverses	1.432.950
CHAPITRE 3. — Dépenses imprévues	90.000
CHAPITRE 4. — Dépenses d'exercices clos.	»
CHAPITRE 5. — Dépenses d'exercices périmés	»
TOTAL général des dépenses..	3.446.070

* *

BUDGET ANNEXE DE L'IMPRIMERIE OFFICIELLE
pour l'exercice 1939.

Équilibre

Recettes	1.980.000
Dépenses	1.895.570
Excédent des recettes sur les dépenses	84.430

RECETTES

CHAPITRE 1 ^{er} . — Produit de la vente et de la publicité du <i>Bulletin officiel</i> du Protectorat.	1.100.000
CHAPITRE 2. — Produit de l'impression du journal arabe <i>Es-Saâda</i> .	215.000
CHAPITRE 3. — Produit de l'impression de publications périodiques diverses	125.000
CHAPITRE 4. — Produit des travaux d'impression exécutés pour le compte des divers services	500.000
CHAPITRE 5. — Produit de la vente d'imprimés divers confectionnés à l'avance	40.000
CHAPITRE 6. — Recettes diverses et accidentelles	mémoire
CHAPITRE 7. — Reversements sur les dépenses budgétaires ...	mémoire
CHAPITRE 8. — Prélèvement sur le budget antérieur ou sur le fonds de réserve pour le paiement des dépenses sur exercices clos.	mémoire

CHAPITRE 9. — Prélèvement sur le fonds de réserve pour le paiement des dépenses sur exercices périmés	mémoire
TOTAL des recettes....	1.980.000
DÉPENSES	
CHAPITRE 1 ^{er} . — Personnel	1.123.170
CHAPITRE 2. — Matériel et dépenses diverses	511.400
CHAPITRE 3. — Dépenses imprévues	261.000
CHAPITRE 4. — Dépenses d'exercices clos.	mémoire
CHAPITRE 5. — Dépenses d'exercices périmés	mémoire
TOTAL des dépenses....	1.895.570

* *

BUDGET ANNEXE DU PORT DE CASABLANCA
pour l'exercice 1939.

Équilibre

Recettes	14.100.000
Dépenses	14.067.850
Excédent des recettes sur les dépenses	32.150

RECETTES

CHAPITRE 1 ^{er} . — Caisse de pilotage	mémoire
CHAPITRE 2. — Taxes de port	2.500.000
CHAPITRE 3. — Taxes de péage sur navires pour touristes et passagers	200.000
CHAPITRE 4. — Taxes de débarquement et d'embarquement des combustibles liquides.	600.000
CHAPITRE 5. — Redevances domaniales dans l'enceinte du port.	200.000
CHAPITRE 6. — Part de l'État dans les recettes de la Manutention marocaine	8.145.000
CHAPITRE 7. — Vente de matériel de port réformé appartenant à l'État	25.000
CHAPITRE 8. — Recettes des péages sur voies ferrées normales.	250.000
CHAPITRE 9. — Recettes provenant du fonctionnement de l'outillage	2.070.000
CHAPITRE 10. — Recettes diverses accidentelles	110.000
CHAPITRE 11. — Reversement sur les dépenses budgétaires ...	mémoire
CHAPITRE 12. — Subvention pour déficit d'exploitation	mémoire

CHAPITRE 13. — Prélèvement sur le budget antérieur ou sur les excédents versés à la troisième partie, 2 ^e section, pour paiement de dépenses d'exercices clos	mémoire
CHAPITRE 14. — Prélèvement sur les excédents de recettes versés à la troisième partie, 2 ^e section, pour paiement de dépenses d'exercices périmés ..	mémoire
CHAPITRE 15. — Report des crédits disponibles à l'exercice précédent relatifs à l'exécution des travaux neufs et à l'achat de matériel de premier établissement	mémoire
TOTAL des recettes....	14.100.000
DÉPENSES	
CHAPITRE 1 ^{er} . — Personnel	1.486.850
CHAPITRE 2. — Matériel et dépenses diverses	12.281.000
CHAPITRE 3. — Dépenses imprévues	300.000
CHAPITRE 4. — Dépenses d'exercices clos	»
CHAPITRE 5. — Dépenses d'exercices périmés	»
TOTAL des dépenses....	14.067.850

DAHIR DU 17 JANVIER 1939 (26 kaada 1357)
instituant une taxe de sortie sur les alfas exportés
provenant des récoltes antérieures au 1^{er} juillet 1938.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 10 octobre 1917 (20 hija 1335) sur la conservation et l'exploitation des forêts et, notamment, son article 54 ;

Vu le dahir du 20 juin 1930 (22 moharrem 1349) sur la conservation et l'exploitation des peuplements d'alfa et, notamment, son article 2,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Une taxe de trois francs par quintal brut est instituée sur l'alfa exporté hors de la zone française du Maroc, au vu de permis d'exportation délivrés par le service des eaux et forêts au titre des stocks détenus antérieurement au 1^{er} juillet 1938.

ART. 2. — Le service des douanes et régies assure la liquidation et la perception de cette taxe suivant les règles applicables en matière de droits de douane.

ART. 3. — Toute exportation frauduleuse et toute manœuvre tendant à éluder le paiement de ladite taxe seront punies d'une amende de cinq cents à dix mille francs (500 à 10.000 fr.).

Les complices seront passibles des mêmes peines que les auteurs principaux.

Les pénalités auront toujours le caractère de réparations civiles.

En cas de transaction, les dispositions des articles 25 et suivants du dahir du 16 décembre 1918 (12 rebia I 1337) sur les douanes seront applicables.

Les infractions au présent dahir seront de la compétence exclusive des juridictions françaises.

Fait à Rabat, le 26 kaada 1357,
 (17 janvier 1939).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 17 janvier 1939.

Le Ministre plénipotentiaire,
 Délégué à la Résidence générale,
 J. MORIZE.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 16 JANVIER 1939
 (25 kaada 1357)
 modifiant l'arrêté viziriel du 4 décembre 1934
 (26 chaabane 1353) sur la police de la circulation
 et du roulage.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 4 décembre 1934 (26 chaabane 1353) sur la conservation de la voie publique et la police de la circulation et du roulage et, notamment, l'article 2 ;

Vu l'arrêté viziriel du 4 décembre 1934 (26 chaabane 1353) sur la police de la circulation et du roulage, et les arrêtés viziriels qui l'ont modifié ou complété ;

Sur la proposition du directeur général des travaux publics,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — L'article 2 de l'arrêté viziriel susvisé du 4 décembre 1934 (26 chaabane 1353) est modifié ainsi qu'il suit :

« Article 2. — GABARIT DES VÉHICULES. — A. Largeur.
 « — La largeur d'un véhicule, toutes saillies comprises,
 « ne doit être supérieure à deux mètres trente-cinq dans
 « aucune section transversale.

« Le délai d'application de cette prescription aux véhicules en service lors de la publication du présent arrêté,
 « est fixé par l'article 59 ci-après.

« Toutefois, des décisions particulières du directeur
 « général des travaux publics pourront autoriser la cir-

« culation de véhicules ayant une largeur maximum,
« toutes saillies comprises, de deux mètres cinquante.

« L'extrémité de la fusée et le moyeu, toutes pièces
« accessoires comprises, »

(La suite sans modification.)

Fait à Rabat, le 25 kaada 1357,
(16 janvier 1939).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 16 janvier 1939.

Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
J. MORIZE.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 17 JANVIER 1939

(26 kaada 1357)

autorisant l'Office chérifien des logements militaires à contracter auprès du Crédit Foncier de France un emprunt amortissable d'onze millions de francs.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 15 mai 1929 (5 hija 1347) instituant un Office chérifien des logements militaires et, notamment, les articles 2 et 4 ;

Vu l'arrêté viziriel du 19 mars 1931 (29 chaoual 1349), modifié par l'arrêté viziriel du 24 décembre 1931 (13 chaabane 1350) autorisant l'Office des logements militaires à contracter auprès du Crédit Foncier de France un emprunt amortissable à concurrence de quarante-cinq millions de francs ;

Vu la délibération du conseil d'administration de l'Office chérifien des logements militaires, en date du 9 novembre 1938 ;

Sur la proposition du ministre plénipotentiaire, délégué à la Résidence générale, secrétaire général du Protectorat, président du conseil d'administration de l'Office chérifien des logements militaires, après avis conforme du directeur général des finances,

ARRÊTÉ :

ARTICLE PREMIER. — En vue de la réalisation de son programme de constructions, l'Office chérifien des logements militaires est autorisé à contracter, en 1939, auprès du Crédit Foncier de France un emprunt d'onze millions de francs amortissable en trente ans au maximum, à valoir sur l'emprunt de quarante-cinq millions de francs, prévu par l'arrêté viziriel susvisé du 19 mars 1931 (29 chaoual 1349).

ART. 2. — Le ministre plénipotentiaire, délégué à la Résidence générale, secrétaire général du Protectorat, président du conseil d'administration de l'Office, le directeur général des finances et le général, commandant supérieur du génie, administrateur-délégué de l'Office, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Rabat, le 26 kaada 1357,
(17 janvier 1939).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 17 janvier 1939.

Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
J. MORIZE.